



JOHN FOLEY/AGENCE OPALE

ALAIN SUPIOT

« Défendre le droit de tout homme de pouvoir travailler

“avec son idée au creux de la main” »

Quelles sont les raisons profondes de l'incapacité de la gauche européenne à proposer une alternative crédible à l'ultralibéralisme ? Cette interrogation est au cœur du livre maître du grand intellectuel et syndicaliste italien Bruno Trentin (mort en 2007), ouvrage qui vient de sortir en librairie (lire l'encadré), et dont le spécialiste du droit du travail Alain Supiot a écrit l'introduction. Tout juste nommé au Collège de France à la chaire « État social et mondialisation : analyse juridique des solidarités », le professeur a bien voulu explorer avec nous quelques-unes des pistes qui répondent à la question de Bruno Trentin.

HD. Dans l'introduction que vous avez écrite à « la Cité du travail. Le fordisme et la gauche », du dirigeant syndical et communiste italien Bruno Trentin, vous expliquez que l'une des raisons, sinon la raison principale, de la faiblesse de la gauche politique aujourd'hui, c'est sa « fascination pour la rationalisation technique du travail », une fascination qu'elle partage avec les ultralibéraux. Comment expliquez-vous historiquement cette fascination de la gauche ? Et comment s'en dégager ?

ALAIN SUPIOT. Cette raison est celle que donne Trentin lui-même. Il retrace les débats intenses qui ont divisé la gauche politique et syndicale sur la question du travail face à l'irruption du taylorisme et de « l'organisation scientifique du travail ». Tout un courant minoritaire, dont l'une des voix les plus éloquentes en France fut la philosophe et syndicaliste Simone Weil, estimait qu'il ne suffisait pas de lutter contre l'exploitation économique en exigeant de meilleurs salaires et une réduction du temps de travail, mais qu'il fallait aussi combattre l'oppression quotidienne engendrée par la déshumanisation du travail inhérente à cette organisation pseudo-scientifique. Mais ce courant est demeuré minoritaire face à ceux qui, à l'instar de Lénine ou même de Gramsci (auquel Trentin consacre toute une partie

de son livre), voyaient dans le taylorisme un progrès de la science et se proposaient d'étendre à la société tout entière les modes d'organisation à l'œuvre dans les usines. La croyance en des lois implacables qui s'imposent au travail des hommes et échappent à toute intervention politique est une version sécularisée de la foi chrétienne dans les lois divines. Partagée par le capitalisme et le communisme, cette croyance est riche de la promesse d'un rétrécissement

de sa soumission aux impératifs de la gouvernabilité. Ce diagnostic n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire. Le compromis « fordiste » auquel avaient abouti les luttes sociales consistait à compenser par la sécurité de l'emploi la renonciation à toute liberté au travail. Ce compromis se trouve aujourd'hui bousculé par les nouvelles formes d'organisation des entreprises et la libre circulation des capitaux et des marchandises. L'insécurité économique se conjugue ainsi

« On ne saurait penser la liberté dans la cité sans la penser d'abord dans le travail. Peu de mots sont aussi galvaudés que celui de liberté, qui est le fruit d'une patiente conquête de soi. Le lieu par excellence de la conquête de soi, c'est le travail. »

progressif de la sphère du politique au profit d'une gestion scientifique de la société. Dès lors, le conflit social porte seulement sur la question de la distribution des richesses et non pas sur les choix et les méthodes qui président à leur production. Toutes les dérives que pointe Trentin dans les orientations de la gauche de gouvernement découlent de cette adhésion à l'idée d'une gestion rationnelle du « capital humain », qu'il s'agisse de la priorité qu'elle accorde à la conquête du pouvoir ; de son indifférence grandissante aux réalités du travail ; de ses pratiques néocorporatistes ou

de plus en plus avec la dépossession du travail. Il faudrait pour en sortir reconsidérer les bases mêmes de l'organisation du travail : dans l'entreprise mais aussi au niveau national et international. Au lieu de quoi l'on voit les gouvernements de gauche s'aligner sur les mêmes objectifs « techniques » que ceux de droite, recourir aux mêmes indicateurs de performance, adopter les mêmes recettes du new public management, qui étendent à l'État les modes d'organisation du travail en vigueur dans les entreprises. Réduits à « accompagner » sur le mode compassionnel la marche jugée



BETHMAN/ICORIS

ra alla
ria aus
s l
la f
nné 1950
ux États-Unis

réflectable de la « globalisation », ils pratiquent une surenchère dans les questions sociétales », dernier terrain où ils pensent pouvoir se distinguer de la droite.

D. Ce serait donc la réification du travail et du travailleur, sa déshumanisation en quelque sorte, qu'il faudrait abandonner pour redonner au travail sa dimension émancipatrice et permettre à la gauche de proposer une alternative civilisationnelle ». Mais cette conception du travail, les travailleurs eux-mêmes y ont adhéré et adhèrent encore souvent. Comment expliquer qu'ils acceptent ainsi leur propre asservissement ?

S. Accepter son asservissement, ou plus exactement s'y résigner, ne veut pas dire qu'on adhère. La désaffection des classes populaires pour la gauche de gouvernement, la séduction qu'exerce sur elles l'usage publicitaire de la « valeur travail » par la droite ou de la « préférence nationale » par l'extrême droite sont plutôt les signes préoccupants d'une profonde insatisfaction, qui ne trouve plus d'expression politique cohérente dans les arts de gouvernement. Là où l'usine de type fordiste fabriquait du collectif, les nouvelles formes d'organisation fabriquent de l'isolement. Et là où les États providence organisaient de la solidarité à l'échelle

nationale, l'ouverture des frontières met en compétition à l'échelle du monde les salariés, les entreprises et les législations sociales et fiscales. Dans ce contexte, la question clé est celle d'un vrai projet politique européen, qui ne soit pas le bras armé de la déréglementation mais au contraire le ferment de solidarités nouvelles, à l'échelle du continent et à celle du monde. Encore faudrait-il, pour qu'un tel projet émerge, que l'Union européenne soit une démocratie et non pas une dictature de marché. Bruno Trentin avait parfaitement saisi l'importance cruciale de cet enjeu, et c'est pourquoi il a consacré les dernières années de

sa vie politique au Parlement européen.

HD. Vous écrivez qu'on « ne saurait penser la liberté dans la cité sans la penser d'abord dans le travail ». De quelle liberté s'agit-il ?

A. S. Votre question est particulièrement pertinente car il est peu de mots aussi galvaudés que celui de liberté. Nous sommes prompts à y voir l'empire illimité du bon plaisir individuel, alors qu'elle est d'abord le fruit d'une lente et patiente conquête de soi et qu'il n'est de vraie liberté que partagée. Le lieu par excellence de cette conquête de soi, c'est le travail. C'est par le travail que j'apprends à maîtriser ce qui est au-delà de moi, et c'est dans mon travail que se découvre qui je suis. Nous inscrivant dans l'ordre du monde, le travail met notre imagination à l'épreuve de la réalité. Or, ce n'est pas ce principe de réalité qui domine la question du travail depuis un siècle, mais bien plutôt un imaginaire technoscientifique qui, refusant d'admettre la part de liberté et de maîtrise de soi inhérente à tout travail, fabrique un univers où l'homme est sommé de se fondre sans reste dans l'univers des choses (et aujourd'hui dans celui des nombres). Le constat de cette réification a conduit certains penseurs éminents, dont Hannah Arendt, à identifier le travail à une pure contrainte pour l'opposer à l'œuvre, qui exprimerait au contraire la pure liberté créatrice de l'être humain. Mais cette idéalisation de l'œuvre n'est que l'envers de la réification du travail et méconnaît pareillement l'ambivalence de ce dernier. La figure emblématique du syndicalisme industriel a été l'ouvrier – c'est-à-dire, au sens premier du mot, l'œuvrier : celui qui œuvre dans la peine, mais aussi avec ce que la déclaration de Philadelphie a appelé « la satisfaction de donner toute la mesure de son habileté et de ses connaissances et de contribuer le mieux au bien-être commun ».

Il ne s'agit donc pas de nier la part de contrainte, de souffrance inhérente à tout travail et à toute œuvre, mais de défendre le droit de tout homme de pouvoir travailler, comme disait Proudhon, « avec son idée au creux de la main », car c'est ce qui distingue le travail humain de celui des animaux et des machines. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JÉRÔME-ALEXANDRE NIELSBERG
janielsberg@humadimanche.fr



POUR SUIVRE LE DÉBAT
« La Cité du travail. Le fordisme et la gauche », de Bruno Trentin. Éditions Fayard, 2012, 25 euros.

L'influence hégémonique exercée par le taylorisme, puis le fordisme – c'est-à-dire l'organisation scientifique du travail – sur la manière dont la gauche a conçu le progrès permet de comprendre les impasses où elle s'enferme aujourd'hui : sa croyance dans l'autonomie du politique et la

priorité qu'elle accorde à la conquête du pouvoir ; son indifférence à la question du travail ; sa soumission aux impératifs de la gouvernabilité ; et ses pratiques néocorporatistes. Bruno Trentin, fils d'un résistant italien, adhérent à la Confédération du travail dès 1949 et au PCI dès 1950, député de 1962 à 1972, a écrit une histoire de la conception du travail par la gauche et nous invite ainsi à repenser son identité même.